

**Passage en force du projet AQUA DOMITIA,
adopté le 6 avril 2012
par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Compte-rendu de l'assemblée du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon
Points d'ordre 1- Aqua Domitia
2- Le service public régional de l'eau

Thierry Ruf
Géographe, Directeur de recherche
Conseiller municipal à Jacou (Hérault)
(assimilé à « Ayattolah de la Chlorophylle » par M. Bourquin)

Entre septembre 2011 et décembre 2011, un débat public a été organisé par la Commission Nationale du Débat Public sur l'opportunité de réaliser ou non un projet de transfert d'eau du Rhône vers le sud du Languedoc-Roussillon. En février 2012, la Commission a rendu un rapport équilibré sur les arguments, montrant la complexité des questions autour de l'eau dans la région. La région et l'opérateur technique BRL (Bas Rhône Languedoc) avaient alors trois mois pour réagir au rapport de la Commission Nationale. Le Conseil Régional était donc très attendu pour savoir comment les promoteurs du tuyau Aqua Domitia allaient tenir compte du questionnement des intervenants dubitatifs et des opposants au projet.

Comme depuis le début de ce processus et pour l'essentiel des réunions publiques, nous vous proposons un compte rendu détaillé des interventions (d'après enregistrement) et un commentaire indépendant associé.

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	<i>commentaires</i>
<p>Points d'ordre 1- Aqua Domitia</p> <p>M. Bourquin présente la situation du projet Aqua Domitia, dans le contexte de la cession par l'Etat à la région de la compagnie BRL. IL affirme que « la nécessité de sécuriser rapidement l'approvisionnement en eau des secteurs non couverts par le réseau historique nous a conduit à lancer le projet Aqua Domitia, qui vise à étendre les réseaux hydrauliques vers les territoires de l'Ouest de l'Hérault, de l'Aude, et éventuellement plus tard, sur les Pyrénées-Orientales.</p> <p>M. Bourquin évoque le grand débat public mené de septembre à décembre 2011 par la commission nationale du débat public avec 15 réunions dans le Gard, l'Hérault, l'Aude et même les Pyrénées-Orientales, 1200 participants en tout. Un site Internet a été créé. Des réunions spécifiques ont été organisées pour les jeunes et de nombreux élus ont participé. M. Bouillé a fait un bon travail avec</p>	<p><i>La dénomination réseau historique semble correspondre simplement la zone aménagée par BRL. Mais partout il y a des réseaux historiques d'eau potables et d'eaux agricoles répartis dans le territoire !</i></p> <p><i>Il est faux de dire que de nombreux élus y ont participé. Par exemple, il n'y en avait que 5 le jour du lancement du débat dans la salle à Montpellier. M. Bourquin lui même n'a participé à aucune réunion publique.</i></p>

les services de la région, ceux de BRL, les collectivités qui se sont associées au Conseil régional, les organismes qui nous accompagnent et qui ont aidé à franchir toutes les étapes, en particulier les chambres d'agriculture, les associations syndicales autorisées, l'agence de l'eau, les agglomérations.

La première conclusion à tirer de ces échanges est que l'opportunité du projet Aqua Domitia a été largement confirmée. Des attentes fortes ont été affirmées concernant l'eau agricole, l'alimentation en eau potable et la diminution des sollicitations des cours d'eau naturels fragiles. La réalisation du projet doit tenir compte d'autres attentes comme l'économie d'eau et une tarification adaptée, un accompagnement des projets locaux et des bénéficiaires des programmes de gestion globale et concertée des ressources en eau, la protection et la valorisation des terres agricoles équipées.

D'autres attentes se sont exprimées sur la politique globale de l'eau par la région : la préservation des ressources locales, l'exploration de ressources nouvelles, et leur exploitation raisonnée, la poursuite d'une politique d'économie de l'eau dans les usages agricoles, domestiques, urbains, touristiques, et la gouvernance de l'eau, sa gestion concertée dans le cadre d'une maîtrise publique de l'eau éloignée des logiques purement marchandes.

Des interrogations récurrentes sur la bonne qualité de l'eau du Rhône ont été posées. Cette eau est de bonne qualité pour l'usage auquel elle est destinée. Ces questions récurrentes nous conduisent à renforcer la communication transparente sur la qualité de l'eau et à agir dans le cadre du plan Rhône pour permettre d'améliorer encore cette qualité.

Sur la base de ces conclusions, nous devons décider aujourd'hui de poursuivre le programme Aqua Domitia et de l'étendre dans le cadre du service public régional de l'eau, en tenant compte des attentes des citoyens exprimées dans le débat public. Cette délibération est placée en tête des délibérations d'aujourd'hui, vu l'importance du sujet.

Le rapport de la Commission nationale fait état de trois ensemble d'arguments, le premier pour le projet, le deuxième contre le projet et le troisième rassemblant le questionnement des ni pour, ni contre.

L'énoncé fait consensus, mais dans les faits, qui gère l'essentiel des services de l'eau dans la région ? Véolia, Suez, la Saur. Même BRL faisait stand commun avec les entreprises privées au Forum mondial de l'eau de Marseille en mars 2012

Face aux risques avérés d'employer une eau située à l'aval d'une région très industrielle et peuplée, on pense qu'il faut plus de communication.

Les conclusions de la commission étaient bien plus nuancées que ce que veut bien retenir M. Bourquin, et ni l'Europe, ni l'Agence de l'Eau ne semblent très disposées à suivre le projet initialement mis en débat.

<p>Débat avec 5 intervenants puis M. Bouillé. M Pietrasanta (Génération écologie) Mme Jamet (FN) Henry Garino (PS) M. Pujol (centriste) M. Rivenq (UMP) (rappelons que le Front de Gauche et EELV ne sont pas représentés et que seuls les élus de la majorité avaient été exclus du PS pour avoir suivi G. Frêche et non la direction nationale du PS) Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR</p>	<p><i>commentaires</i></p>
<p>M Pietrasanta (Génération écologie) indique que le projet a été très bien résumé par M. Bourquin et auparavant en conférence de délégation présidée par M. Bouillé. On dispose maintenant des arguments es-qualité quand on nous les demande.</p> <p>Il considère que la transformation en société d'économie mixte de BRL est une très bonne chose pour le service public régional de l'eau. Maintenant, nous maîtrisons bien la situation.</p> <p>Concernant la critique faite par les opposants sur l'eau polluée de du Rhône, il faut répondre aux opposants qui disent que puisque l'eau du Rhône est polluée, elle va polluer le reste. Or, l'arrivée de l'eau du Bas-Rhône est faite pour porter secours à des endroits où on en a besoin, et on va amener de l'eau agricole et de l'eau potable. Or on a un réseau de mesure de la qualité de l'eau partout autour du tuyau, avec 200 paramètres en bactériologie, en minéralisation, en matières organiques, en métaux et micropolluants minéraux, en radioactivité. Ce que nous faisons pour la qualité de l'air, on le fait pour l'eau. On peut avoir confiance que l'eau est propre et convient à tous les utilisateurs. C'est un problème résolu. Nous avons la transparence totale sur ces questions-là.</p> <p>Pour le reste, tout le monde est d'accord pour préserver les ressources en eau, on va voir comment est la nappe sous les Corbières qui va jusqu'aux Pyrénées-Orientales, partout des retenues collinaires, partout où on peut utiliser l'eau de pluie, et l'économie d'eau, on le fera. Ceci rentre totalement dans le cadre du service public de l'eau. Je me félicite de la décision de la région. Maintenant on est à pied d'œuvre pour faire quelque chose d'irréprochable. Là, nous avons gagné des points.</p>	<p><i>M. Pietrasanta semble avoir découvert ce dossier il y a une semaine, en obtenant des réponses de M. Bouillé. Mais ce sont bien les 4 mois de débat public consultables sur Internet qui rendent compte de la complexité de ce projet dans un cadre régional de l'eau et de l'environnement.</i></p> <p><i>Certes, c'est une bonne chose, mais en quoi on « maîtrise bien » ?</i></p> <p><i>Si la question de la qualité de l'eau a bien été évoquée par les environnementalistes (et a d'ailleurs amené à ne pas utiliser l'eau du Rhône pour recharger les rivières afin de ne pas modifier la biodiversité locale), les principaux arguments des détracteurs du projet sont d'ordre économique et institutionnel.</i></p> <p><i>M. Pietrasanta expose une politique d'offre en eau à la base, mais le débat a bien montré que les alternatives à Aqua Domitia pour sécuriser l'eau dans les différents bassins versants n'avaient pas été étudiés avec le même niveau que le transfert d'eau du Rhône.</i></p>

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	<i>commentaires</i>
<p>Me Jamet (du FN) évoque des justes récriminations en matière hydrologique, qu'il s'agisse de la gestion de la ressource ou de la qualité de l'eau. Elle explique en s'adressant à M. Pietrasanta que l'eau déclarée potable ne veut pas dire qu'elle n'est pas polluée. Elle évoque aussi l'utilisation de l'eau et la pression démographique encouragée. De sérieuses questions se posent quant au statut de l'eau et à ses dirigeants. Confier une telle charge paraît risquée et dangereuse. Les objectifs, la stratégie et la qualité des ressources peuvent être gérés, encouragés ou intensifiés par une collectivité territoriale, mais la captation de la ressource, telle que vous l'envisagez, entraîne selon nous une appropriation de l'espace dont vous semblez vouloir repousser les frontières régionales. Ceci entraînera des excès de pouvoir, et aboutira à un dévoiement de nos institutions, à un clientélisme et un opportunisme, qui mettra en cause l'égalité et l'intégrité régionale, au détriment de notre unité nationale.</p> <p>Nous voyons comme vous l'importance stratégique de ce projet et de la gestion de l'eau, notamment dans le contexte climatique, mais cela est trop grave pour le confier à votre indulgence et à votre intelligence.</p> <p>Enfin, le prix de l'eau, qui serait maintenu au prix fort, vraisemblablement, à la tête du client, il ne s'agit ici plus d'usagers mais de clients, ce prix ne nous paraît ni justifié, ni justifiable. L'égalité entre tous les citoyens, la fraternité et la solidarité doivent être les principes essentiels et il faut notamment les respecter en matière de ressources. C'est pourquoi le FN s'est aussi engagé à faire baisser les prix du gaz et de l'électricité et du transport, parce que ce sont les plus modestes qui subissent les hausses des prix des services dont ils ne peuvent évidemment pas se passer.</p> <p>La ressource en eau est vitale, elle ne doit pas être considérée comme un bien de luxe non pas pour sa rareté mais pour son prix, qui le rendrait consommable que par ceux qui en ont les moyens. L'eau est un bien commun et patrimonial, qui répond à un cycle de long terme. Vous voulez maîtriser la problématique de l'espace, mais vous n'avez aucune prise sur celle du temps. La marchandisation de ce bien en cycle court risque d'entraîner des dérives ? Cette politique n'est pas sociale, censée ni patriote.</p> <p>Même si on peut penser que nous serons dans l'exécutif de cette région lors des prochaines échéances électorales, il est hors de question de vous donner aujourd'hui un blanc seing sur ce point.</p>	<p><i>Pas de commentaires particuliers, si ce n'est qu'il semble paradoxal d'avoir l'argument d'excès de pouvoir régional comme point clé de l'intervention de Mme Jamet.</i></p> <p><i>Dans les régimes totalitaires du passé, la question hydraulique a toujours été au centre des excès de pouvoir. Il ne faudrait pas que la tentation effective de la région de tout maîtriser dans le secteur de l'eau, soit un marche-pied pour des excès de pouvoir.</i></p> <p><i>Heureusement, il y a des contre-pouvoirs, et des régulateurs des volontés de tout continger, y compris l'eau. Ils existent dans l'Etat, l'agence de l'eau, les départements, les syndicats intercommunaux, les syndicats d'irrigants, les associations environnementales, et les mouvements politiques. Tout cela est nécessaire et indispensable pour faire vivre la démocratie. On peut regretter justement que les controverses sur Aqua Domitia soient perçues par les dirigeants de la région comme hostiles par principe alors que, contrairement à ce qu'affirment M. Pietrasanta et d'autres, la construction actuelle est un modèle particulier fondé sur l'industrialisation de l'eau à partir du Rhône mais ce modèle ne constitue pas une maîtrise absolue, définitive et transparente.</i></p>

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	Commentaires
<p>Henry Garino (PS)</p> <p>Pour avoir participé à plusieurs réunions sur le projet Aqua Domitia et notamment à l'une des 13 réunions publiques, j'ai la conviction que ce projet mené à son terme deviendra la 3^e mesure phare de ce mandat après les deux premières, l'ordi et le train à 1 euro. Cette conviction est renforcée avec la création du service public régional de l'eau. Après la prise en main de tout le réseau hydraulique par BRL et la transformation de cet opérateur en société d'économie mixte, la collectivité régionale s'est doté de tous les outils et dispositifs qui devraient lui permettre de sécuriser la ressource en eau pour tous et pour chaque territoire.</p> <p>Quand on lit avec attention les compte rendus du débat public et les conclusions, on est à même de voir que ce projet d'envergure n'est pas seulement l'arrivée du tuyau, mais il s'agit bien d'un schéma régional de l'eau. Cela suppose que tous les acteurs et les utilisateurs de l'eau travaillent ensemble pour élaborer des projets qui s'inscriront dans ce schéma. C'est tout le territoire régional qui est concerné. Pour réussir ce vaste chantier de l'eau pour tous, il nous reste un énorme travail à faire pour impliquer plus directement les citoyens. C'est ce qui ressort du débat public où la participation du grand public s'est avérée modeste. Il sera probablement nécessaire d'aller au plus près des territoires pour une meilleure prise en compte de tous les besoins en eau.</p> <p>Selon la situation géographique et économique des territoires, les attentes seront plus ou moins fortes. C'est le cas du Minervois dans l'Aude qui a subi le plus d'arrachage de vigne. Entre 2008 et 2011, près de 700 hectares de vignes ont été arrachés. C'est dire que le maillon minervois est vital pour l'économie et tous les usages de l'eau. Les questions se posent sur le financement de ce maillon quand on sait toutes les difficultés que rencontrent les collectivités territoriales. Le tuyau principal, on le sait, ne règlera pas tout. Il faudra impérativement chercher d'autres ressources. On peut penser à la gigantesque nappe d'eau dans les Corbières qui pourrait constituer une chance pour le schéma régional de l'eau.</p> <p>Pour toute la haute vallée de l'Aude, on devrait s'intéresser aux sources d'Alet, alors que la liquidation judiciaire n'est pas prononcée depuis un an, des milliers et des milliers de m³ d'eau de source se versent dans l'Aude en pure perte. Tout le monde sait qu'il y a de l'eau en Abondance à Alet.</p> <p>Ces remarques s'inscrivent pleinement dans le rapport présenté et la poursuite d'une politique globale de l'eau par la région, incluant la préservation des ressources, l'exploration de ressources nouvelles, et leur exploitation raisonnée. Pour conclure, nous approuvons les conclusions du débat public, et nous nous inscrivons pleinement dans le schéma régional de l'eau et dans la préparation des assises régionales de l'eau.</p>	<p><i>Le temps du projet Aqua Domitia n'est pas le temps d'une mandature de 4 ans. En principe, la décision engage pour 15 à 20 ans et le projet se fera maillon par maillon en fonction des financements et des cohérences des demandes suscitées. Or, justement, ces éléments manquent toujours au dossier.</i></p> <p><i>Cela dit, BRL a une histoire et n'est pas le seul gestionnaire de l'eau de la région. De plus Aqua Domitia ne pourvoira en eau que des zones proches de l'axe central littoral.</i></p> <p><i>Certes, la vigne est en recul mais faudrait-il l'eau d'aqua domitia ne viendra jamais sur les coteaux où elle est la plus fragile. En revanche ceux qui produiront plus de vins avec l'irrigation permettront d'accélérer la reconfiguration des vignobles. Les paysages des coteaux vont évoluer en friches tandis que des vignes de plaines auront leur accès à l'eau facilité.</i></p>

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	<i>commentaires</i>
<p>M. Pujol (Union centriste) considère aussi que Aqua Domitia et le service public régional de l'eau sont des thèmes parmi les plus importants de la mandature.</p> <p>L'idée d'utiliser l'eau du Rhône est une idée très ancienne. Sans remonter aux aqueducs antiques, on peut dire que Bas Rhône Languedoc est né en 1955 avec le projet de construction du canal Philippe Lamour qui était chargé d'irriguer la basse vallée du Gard jusqu'à Montpellier, pendant que ce construisait en Provence, de l'autre côté du Rhône, le Canal de Provence pour fournir de l'eau potable à la ville de Marseille. Il est d'ailleurs curieux de noter que Gaston Deferre, seul patron de la région à l'époque, travaillait en synergie avec l'Etat, alors que de notre côté, les affrontements politiques entre Georges Frêche et Jacques Blanc ont entravé la progression du canal jusqu'à Montpellier. D'ailleurs, G. Frêche décidait en 1980 à Montpellier de recourir aux eaux du Lez en introduisant au passage la Compagnie Générale des Eaux qui est devenu par la suite Véolia. BRL a connu à cette époque des fortunes diverses.</p> <p>C'est après 2002 au moment de la décentralisation menée partout en France, que l'Etat se désengage de BRL, cédant à la région les infrastructures existantes. A la suite du projet Aqua 2020, G. Frêche, grand communicateur et historien comme on le sait, assimile cette artère hydraulique à la Via Domitia qui a fondé la richesse de la Septimanie. Dans son esprit, le projet Aqua Domitia doit devenir le fer de lance du projet politique et du développement économique du Languedoc Roussillon comme la Via Domitia avait fait sa prospérité par le passé. Ce tuyau de 15 m3 par seconde (soit 400 millions de m3) dessert le littoral gardois, héraultais, audois et pour raccourcir mon propos, je passerai sur les épisodes catalans et barcelonais.</p> <p>J'en arrive au rapport sur ce débat public très complet, complexe avec 1120 participants aux 13 réunions publiques de haute tenue, 100 questions sur le net. Le débat a coûté 1,2 millions d'euros, ce qui représentent quand même un coût de 1000 euros par participant. C'est certainement le coût de la démocratie. Un gros rapport et une conclusion mi-figue, mi raisin. 70% des participants déclarent avoir été écouté mais ne pas avoir été entendu, car le débat leur semble factice et les décisions déjà prises par la région. Il est d'ailleurs noté à la page 24 qu'après la fin du débat public, la commission a demandé, sans l'obtenir, au Président de la Région un entretien pour lui présenter les principaux enseignements.</p> <p>Je vais donner quelques chiffres. L'eau du Rhône, c'est 50 milliards de m3 qui descendent chaque année. Il pleut sur le Languedoc-Roussillon 15 milliards de m3 par an. Nous utilisons en 2020 environ 600 millions de m3 pour l'alimentation humaine et les autres usages, en comptant les pertes qui se montent à 30 ou 40% dans les réseaux de la région. Donc 400 millions de m3 pompés dans le Rhône pour 600 millions de m3 de potentiel d'utilisation humaine. Les catalans eux ne sont pas raccordés à l'eau du Rhône car ils</p>	<p><i>On peut reconnaître à M. Pujol d'avoir mis en perspective historique la question des eaux du Languedoc-Roussillon, point d'éclairage de toute décision publique. La comparaison avec la Provence est judicieuse.</i></p> <p><i>A ma connaissance, la voie domitienne a fondé la richesse de Rome mais est tombée en désuétude lorsque sur les décombres de l'Empire, la région s'est autonomisée en Septimanie...</i></p> <p><i>Le tuyau en débat public en 2011 ne fait pas 15 m3/s et ne transfère pas 400 millions de m3, mais entre 1 et 2 m3/s et seulement 15 millions de m3. Barcelone a rejeté en 2009 la proposition renouvelée de G. Frêche de vendre de l'eau du Rhône, et le projet en débat est la suite tronquée d'un échec politique.</i></p> <p><i>En réalité, la région LR semble avoir subi le débat public plutôt que d'espérer des idées nouvelles. Aucune institution publique n'a véritablement fait la promotion de ce débat.</i></p>

bénéficient de sages politiques de l'eau par le passé, qui remontent à l'antiquité. On peut citer le Barrage du Lanoux dont on ne parle jamais, qui se déverse dans la Garonne par l'intermédiaire d'un tunnel, alors qu'il est situé dans les Pyrénées-Orientales et qu'il a une capacité de 60 millions de m³, ou le barrage du Salagou, au dessus de Béziers, avec 100 millions de m³.

Beaucoup de questions sont restées en suspens à partir de ce débat et sont signalées dans les annexes. Evidement, le prix de l'eau qui préoccupe tous les usagers. Ce n'est pas tant le coût de l'infrastructure de 280 millions d'euros, relativement modeste par rapport à ce genre de projet, mais quid du coût d'exploitation ? Comment va se passer la distribution de l'eau ? Est ce que ce coût sera supportable par les usagers et par la région, ou par les financeurs, au moment où il faudra mettre en exploitation la conduite ? Bien sur, les agriculteurs s'interrogent aussi sur le coût de l'eau pour l'amener au pied des parcelles, la rentabilité par rapport aux investissements agricoles que cela peut représenter. En sachant qu'aujourd'hui, deux problèmes se posent :

- sur le réseau déjà existant, 25% des terres agricoles sont raccordées. 75% des terres qui pourraient être irriguées ne le sont pas aujourd'hui.
- la possibilité de surproduction, un classique en viticulture, si on arrose trop de vigne. Il y a le côté qualitatif bien sûr, mais simplement, avec 25% d'augmentation du rendement, si on arrose simplement un quart de territoire en plus, on a une augmentation de 2 millions d'hectolitres de la production, ce qui n'est pas supportable aujourd'hui, au moment où l'arrachage a permis de réduire la production et de produire dans des conditions à peu près normale.

Il y a aussi des questions de gouvernance partagée, de concertations locales. Tous les élus locaux qui s'occupent de l'eau savent que c'est un sujet difficile, les agences de bassin, les SAGE. Est ce que la région est la mieux placée et est ce que la concertation se fera correctement ? Bien sûr, la préservation des ressources, l'eau des kartz du Lez de Montpellier ou des Corbières, que fera t-on par rapport à la préservation de ces ressources et à l'alimentation humaine ?

Quid si on met trop d'argent dans le tuyau des financements des luttes contre les pertes d'eau dans les réseaux ? Sachant qu'aujourd'hui, l'une des plus grandes économies d'eau est bien de réduire les pertes.

Ce projet aurait du être plus global, plus ambitieux et plus lisible. Nous restons à l'issue de ce débat sur notre faim. C'est un dossier majeur, de notre mandature et l'un des plus impactant pour l'avenir.

Si on retire l'écume de la communication politique habituelle, Aqua Domitia touche à la géographie, à l'histoire, à la sociologie de notre territoire. Il évoque les défis de demain sur le changement climatique inéluctable selon les spécialistes, la possibilité de de l'agriculture de nourrir les hommes, d'influencer le paysage et la structure même de la démographie et de l'avenir économique de nos territoires. Il dépasse les clivages habituels

Globalement BRL pompe dans le Rhône environ 100 millions de m³ pour le Gard et l'Est de l'Hérault. Pour le reste, des centaines de réseaux locaux dans les différents bassins versants sont utilisés. Une partie très importante de l'eau de l'Aude est transférée dans le bassin de la Garonne pour faire de l'électricité. Il pourrait y avoir un système de gestion variable en fonction des épisodes climatiques pour sécuriser l'alimentation en eau de l'ouest de l'Hérault et de l'Aude.

L'investissement est tout de même significatif. Par exemple, pour ce qui concerne la partie agricole, nous avons estimé que cela représente au moins 20000 euros d'investissement public par hectare desservi, chaque hectare ne payant ensuite qu'une centaine d'euros par an pour arroser. Ces données sont trop déséquilibrées et constituent un cadeau public à une minorité d'agriculteurs de plaine.

Mais ce cadeau induit aussi un risque majeur de déséquilibre des marchés du vin et de marginalisation des viticulteurs de coteaux

<p>de la politique. Il touche l'humain dans ce qu'il a de plus profond, dans son mode de vie et dans son rapport à l'eau.</p> <p>Ce sujet aurait demandé un débat plus important que les quelques minutes qui lui sont consacré dans cette hémicycle. Après un débat si riche, et avec tant de questions en suspend, j'osai espérer de M. Garino et Pietrasanta que les interventions qu'ils ont faites pour la majorité, puissent montrer du doigt, non pas les insuffisances, mais au moins les compléments pour qu'on puisse réaliser quelque chose qui soit important pour l'avenir de nos populations.</p>	<p><i>et de montagne.</i></p> <p><i>La région est un acteur mais son positionnement comme chef de file maintes fois réitéré par M. Bourquin ne va pas de soi.</i></p>
---	---

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	<i>commentaires</i>
<p>M. Rivenq--- représentant l'UMP (c'était normalement Michel Py qui devait s'exprimer mais il n'est pas encore arrivé)</p> <p>Nous avons discuté dans notre groupe pour préparer cette assemblée et du thème majeur pour l'avenir de notre région. Nous apportons un avis favorable, même si ce que vient de dire Jean Marc Pujol ... Jean Luc Pujol effectivement, montre que la région n'a pas apporté suffisamment de réponses. J'espère que ce dossier très important pour la région finira mieux que celui de l'ordi... (brouhahha dans la salle). Ce dossier dont on parle a ses origines au siècle dernier sous l'ère de Jacques Blanc, puisque c'est lui qui dans les années 1990 avait lancé ce grand débat. J'ai le souvenir de positions contre par notamment les verts, les communistes et les socialistes, (Brouhaha dans la salle – c'est pas vrai ! répété plusieurs fois) alors qu'il s'agissait de fournir de l'eau à nos amis catalans.</p> <p>...</p> <p>Il faudra bien pour prolonger ce débat qu'on travaille transversalement parce qu'il n'y a pas que le littoral dans le Languedoc-Roussillon, il y a l'arrière-pays qui se repeuple et qui a besoin d'eau. Si nous souhaitons être cohérent et développer une agriculture de proximité, de produire « made sud de France », il faut avoir cette réflexion d'irrigation, et de traitement de l'eau.</p> <p>Pour terminer, il faut dire la vérité aux gens, cela aura un coût. L'eau est aujourd'hui en France l'eau la moins chère des eaux au monde, comme d'ailleurs l'électricité grâce au nucléaire. Même si le coût du transfert de 280 millions d'euros n'est pas énorme, le coût du traitement sera important. IL faut dire aux populations que le prix de l'eau va doubler ou tripler dans les prochaines années. Cela sera un très grand débat de société. L'eau oui, mais à quel prix ?</p> <p>Nous voterons pour le projet tout en restant très vigilant pour l'avenir de l'eau dans notre région</p>	<p><i>Le groupe UMP a visiblement mal préparé son intervention.</i></p> <p><i>Cependant, le rappel historique de l'origine d'Aqua Domitia est juste, car c'est bien la droite languedocienne qui voulait transférer de l'eau à Barcelone avec l'appui d'un club d'entreprises privées favorables au projet (La Générale et la Lyonnaise des eaux, aujourd'hui Véolia et Suez).</i></p> <p><i>D'où vient cette idée du doublement ou du triplement du prix de l'eau ? S'il s'agit d'eau agricole, les réactions seront intéressantes à suivre. S'il s'agit d'eau potabilisée, les études comparatives de la gestion de l'eau en délégation de service à des entreprises privées montrent qu'elles ont eu des marges socialement et économiquement inacceptable. A Toulouse, Véolia a accepté de baisser le prix de l'eau de 25%</i></p>

Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR	commentaires
<p>M. Bouillé est invité par M. Bourquin à donner quelques compléments sans se noyer dans un verre d'eau comme vient de le faire M. Rivenq.</p> <p>M. Bouillé précise qu'on a l'habitude de signaler que l'eau, c'est la vie. En responsabilité, il nous incombe de préserver cette vie dans l'intérêt de chacun et de celui des générations successives qui vont nous succéder. Par conséquent, c'est un dossier majeur qui marquera la mandature et terminera un projet engagé il y a plus de 50 ans par Philippe Lamour. Aujourd'hui, il y a une cohérence entre le réseau existant et celui que nous mettons en place, qui n'est pas le seul outil que nous mettons à disposition pour apporter de l'eau aux languedociens.</p> <p>Notre politique repose sur trois piliers. D'abord donner de l'eau pour chaque languedocien, en qualité et en quantité suffisante. Ensuite il y a la lutte contre les inondations dans une région entre la Méditerranée et le Massif central où les conditions sont différentes qu'ailleurs. La région a mis 100 millions d'euros sur 6 ans sur ce sujet, l'Eta également et l'Europe 35 millions, ce qui fait qu'on a des résultats tout à fait important. Et puis il y a Aqua Domitia, c'est le développement durable qui est basé sur l'égalité des gens. Tout languedocien aujourd'hui doit pouvoir prétendre à de l'eau de qualité en quantité suffisante.</p> <p>On envisage aussi d'autres moyens. Ce sont les retenues collinaires, ce sont des barrages. On ne mélange pas tout. Ici sont Privilégiés actuellement les territoires de l'Ouest de l'Hérault et de l'Aude.</p> <p>M. Pujol a lu le dossier et il le connaît parfaitement. Il dit qu'on aurait pu avoir un débat supplémentaire. Mais vous plaisantez ! Il y a eu 13 réunions de 18h à 23h. On a fait le tour de la question d'une manière incroyable. On s'est posé les problèmes de l'eau et en particulier du prix, comme le souligne Mme Jamet. Mais aujourd'hui, il y a des prédateurs de l'eau. Il y a Véolia, il y a Suez, les autres comme Séchet environnement... qui, avec un autre opérateur, essaie de rentrer dans le circuit. Ce sera un problème important. Mais dans la politique que nous menons, il y a deux piliers importants : l'économie parce que l'économie est fondamentale et bien sûr le prix de l'eau.</p> <p>C'est un dossier que l'UMP soutient, il ne faut pas désespérer. Si il y a en Languedoc des gens contre ce projet ! Un projet dont on a respecté la mise en place. Il n'y a pas eu de coup de force de la région et de la majorité régionale. On a vraiment fait ce que la Loi nous imposait. On l'a toujours fait de manière précise.</p>	<p><i>Combien de fois M. Bouillé aura engagé une prise de parole avec cette lapalissade ?</i></p> <p><i>Apporter de l'eau au languedocien est le maître mot, et après cela, on nous dit que ce n'est pas une politique d'offre...</i></p> <p><i>Parler des inondations pourrait être dans le sujet si on cherchait justement à mieux les utiliser pour entretenir les réserves en eau souterraines ou de surface.</i></p> <p><i>Soutenir qu'Aqua Domitia est du développement durable entre bien dans la communication politique, mais pour le reste, cela se discute. Egalité des gens (ou des chances ?) L'artère hydraulique crée plutôt une inégalité des investissements et des conditions locales de l'accès aux eaux.</i></p> <p><i>Dire qu'on a fait le tour de la question est inquiétant. Le débat ne fait que commencer et certains acteurs sont toujours très réticents, comme l'agence de l'eau ou l'Europe. Par ailleurs, même si le projet se réalise en force, il durera plusieurs années et, d'après les promoteurs même du tuyau, exigera des projets de territoires issus de nouvelles concertations. En revanche, il semble clair que les élus du Conseil Régional n'aient pas vraiment approfondi le sujet, à l'exception de M. Pujol.</i></p>

<p>Bien sûr, il y a toujours ceux qui savent qu'il y avait des réunions et des propositions mais ils viennent pas et un beau jour, ils viennent dire qu'on a pas assez discuté. Je suis satisfait de la manière dont cela s'est passé. Il y a eu une volonté remarquable, des services de l'administration qui ont participé à toutes les réunions. La nostalgie que j'ai, c'est que cela n'a pas été suffisamment fréquenté, mais si on avait voulu avoir des clients, il aurait fallu couper l'eau pendant 24 heures et là on aurait eu des gens qui disent, qu'est ce qui se passe, il n'y a plus d'eau, il y a un problème ? Nos citoyens sont gâtés, trop bien servis. Il suffit d'aller chez soi, on tourne le robinet, miracle, il y a de l'eau.</p> <p>C'est un dossier majeur structuré qui ne règlera pas tous les problèmes, mais qui fait du développement durable sur la base de l'égalité des chances (gens ?) sa priorité des priorités. Il faudra quand même éclaircir la question de l'eau dans les Corbières pour avoir une approche globale pour notre schéma régional que nous appliquons au pas et à la lettre chaque jour.</p> <p>L'eau c'est la vie. J'ai l'habitude de conclure avec cette citation de Saint Exupéry : « eau, tu n'a ni couleur, ni odeur, ni saveur. On ne peut pas te définir, tu n'es pas indispensable à la vie puisque tu es la vie ». Nous avons en charge de donner et de maintenir la vie à tous nos concitoyens du Languedoc-Roussillon (applaudissements)</p>	<p><i>Pourquoi aurait-il fallu couper l'eau pour que les citoyens se mobilisent. Il y a un brin de mépris dans cette expression. En réalité, toute la communication politique depuis 2009 portant sur ce sujet dit que tout va bien et que la région s'emploie à sécuriser l'eau. Les enjeux ont été techniquement étouffés par les messages adressés aux citoyens.</i></p> <p><i>La conclusion de M. Bouillé semble idyllique mais elle est fautive. Les eaux ont bien des couleurs, des odeurs et des saveurs différentes. Elles peuvent prendre des formes différentes en droit, eaux publiques, eaux communes, eaux privées, eaux accessibles par des péages. Ces formes cohabitent et c'est justement aux politiques de trouver des compromis acceptables entre elles.</i></p>
<p>Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR</p>	<p><i>commentaires</i></p>
<p>M. Bourquin reprend la parole pour s'adresser aux dames et aussi aux messieurs. On est dans les grands dossiers structurants : le TGV, le déplacement de l'autoroute, les ports et aéroports, l'eau, le haut débit. C'est toute la structuration à résoudre du territoire. Il y en a qui veulent me raconter une histoire. Ce n'est pas la leur, l'histoire. Désolé. Tout cela prend une accélération phénoménale aujourd'hui et j'en suis ravi.</p> <p>Ce dossier de l'eau n'a de sens que si l'architecture suivante se met en place aussi : le grand service public de l'eau que nous avons mis en place cet été, qui est unique en France. A l'échelle d'une région, nous sommes les seules en France à avoir organisé le service public de l'eau avec une société d'économie mixte. Nous avons transformé BRL.</p> <p>On attend l'Europe à plusieurs niveaux, d'abord pour être à nos côtés dans le financement des réseaux secondaires, on ira pour l'agriculture jusqu'à la parcelle. Cela s'appelle le service public de l'eau lié au monde économique de l'agriculture. On ira jusqu'au robinet. C'est le service public lié aux humains.</p>	<p><i>Y-a-t il une histoire officielle et une histoire marginale ? Tous les points de vue doivent être pris en compte, même si un dirigeant n'en comprend pas l'origine.</i></p> <p><i>Le président de région emprunte à son prédécesseur une certaine idée mégalomane. La Région avec un grand R serait plus intelligente que le reste du monde (comme jadis Montpellier avec un grand M ?). On peut le croire quand on ne connaît pas le reste du Monde. Mais le dispositif proposé est aussi en marche en PACA avec un contenu différent et probablement plus exemplaire sur la question de l'eau publique.</i></p>

Dans un premier temps, sans aller jusqu'aux réseaux secondaires, c'est la sécurisation, pour l'Hérault et notamment Agde parce que c'est la partie la plus concentrée, on ne peut pas avoir d'économie touristique sans sécuriser l'eau. En saison estivale, il y a plus d'un million de personnes. On ne peut pas bâtir une économie sur une telle incertitude.

L'Europe, cela n'a de sens que si on peut arroser la vigne. Vous savez le travail en cours avec Fabrice Verdier et Jean-Claude Gayssot, à l'échelle de l'Europe. Vu les incertitudes climatiques, il faut une certitude quant à la production de nos vignes, et c'est lié aussi à mettre à bas ce projet de libéralisation des droits de plantation. M. Barnier nous a fait un sale coup. C'est lui qui nous a fait un sale coup en introduisant ce dossier au niveau de l'Europe. Aujourd'hui, il nous faut une majorité qualifiée que nous n'arrivons pas à obtenir. Il nous manque la Finlande, la Lituanie, des produits qui ne produisent pas de vins et qui sont en train de nous sanctionner, suite à la proposition Barnier. La décision de l'UMP porte un sale coup à la viticulture française... Il s'agit d'arrêter cette libéralisation et de conserver les droits de plantation. Il s'agit d'avoir le droit de l'arrosage, d'aller jusqu'à la parcelle dans nos investissements et d'avoir l'Europe en soutien financier. Ils nous jugent comme un modèle. Le DG de l'organisation stratégique des territoires en Europe dit que c'est très bien, ce qu'on fait ici. Oui mais il manque une chose, c'est venez participez !

On est donc dans ce grand projet, et il faut avoir le recul la dessus. Le débat est clos mais je le note au passage, c'est 1% du débit du Rhône que l'on prend, c'est absolument rien sur les équilibres globaux qui sont posés et d'ailleurs je note qu'il y a eu des ayatollahs de la chlorophylle qui ont voulu mener ces débats, ils y sont pour leur compte, ce n'est pas cela qui intéressent nos concitoyens.

Quant à la notion de coût, l'investissement, aujourd'hui nous l'avons financé et nous continuerons à le financer. Je rappelle que pour le tuyau, c'est jusqu'à la parcelle et jusqu'au robinet. Pour le département de la Lozère, pour les Pyrénées-Orientales, le Haut de l'Aude et le Haut de l'Hérault, ce sera des retenues collinaires. D'ailleurs en Lozère, un projet se dessine de 13 retenues collinaires. Cela se travaille. Il faut que chacun y pense bien. On aura une vision globale de l'eau.

Son prix ? Son prix, c'est son coût. J'ai bien dit dans mon propos introductif qu'il n'est pas question qu'elle soit une marchandise. Ce sera le prix juste. C'est le prix de l'acheminement installé par un service public de l'eau. C'est une donnée fondamentale. Donc ce sera au plus bas coût. J'irai plus loin pour les individus, mais cela viendra après, je ne serai pas satisfait, à titre personnel, tant

Ainsi, plus on amènera d'eau à Agde et plus le modèle de développement littoral touristique si particulier pourra s'étendre. En a-t-on bien conscience ?

Le 2^e pilier justificatif est l'arrosage de la vigne. Que Barnier ait agi contre les intérêts régionaux et des vigneron, c'est effectivement négatif. Conserver des droits de plantation pour réguler ce secteur est une chose, lier cela au droit d'arrosage est un raccourci abusif, sauf si on démontre que le prélèvement des viticulteurs est bien largement compensé par des contributions aux recharges de nappe et à l'entretien des milieux aquatiques.

Encore une fois, le débat environnemental et socio-économique n'est pas clos. L'argument du 1% du débit du Rhône n'a pas été retenu comme facteur significatif par les détracteurs d'Aqua Domitia. C'est l'argument économique et les risques de destabilisation des institutions locales de l'eau qui a été au cœur des interrogations. Le terme « ayatollah de la chlorophylle » est insupportable pour tout démocrate. M. Bourquin devrait savoir que pour qu'il y ait de la vie, il ne faut pas seulement de l'eau mais aussi de la photosynthèse. Sans Chlorophylle, pas de vie humaine... Et à aucun moment du débat public, il n'y a eu de dérive de ce genre, à l'exception des déclarations intempestives de Louis Pouget lors de la réunion finale.

<p>qu'on ne mettra pas pour les plus défavorisés dans notre société, un droit au minimum d'eau gratuite, parce que c'est une nécessité vitale. C'est un projet que je poursuis... un jour nous y arriverons. Le moment n'est pas venu, car aujourd'hui on n'est pas au robinet. Nous avons cette trame qui se met en place, il faut se préparer à cet objectif là.</p> <p>S'adressant à Mme Jamet, M. Bourquin poursuit : je suis désolé, vous n'aimez pas l'eau, et vous n'aimez pas le vin non plus. Vous n'aimez rien de ce territoire.</p> <p>Puis s'adressant à tous : je salue les quelques propos constructifs qui sont donnés de ci de là. Les jeunes qui sont là (un groupe du Lycee F. Bazille assiste au conseil) se souviendront qu'il y a eu ce dossier, qu'on s'occupait déjà de cela. Il fut une époque où cela venait comme cela, l'eau. Et bien maintenant on l'organise à l'échelle d'un territoire et on dit que c'est un service public, cela les jeunes, ce sont des choses nouvelles dans le concept français et même dans un concept mondial.</p> <p>Passons on vote. Qui est contre ? Personne. Qui s'abstient ? Dix (Front National) et trois (centristes).</p>	<p><i>Le prix de l'acheminement ? Mais c'est justement cela qui ne va pas dans le dossier. On veut faire payer par l'impôt un acheminement privilégié à une minorité de viticulteurs de la région en leur demandant que 5 ou 10% de ce que cela coûte en investissement.</i></p> <p><i>M. Bourquin ignore qu'avant 2004, il y a eu une histoire de l'eau ! Elle n'est jamais venue « comme cela ». D'autres générations ont organisé des systèmes d'accès à l'eau agricole et à l'eau potable, en différentes étapes et à l'échelon de différents territoires.</i></p> <p><i>Le groupe centriste a le courage de se démarquer du groupe UMP et du bloc majoritaire.</i></p>
<p>Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR</p>	<p><i>commentaires</i></p>
<p>Points d'ordre 2- le service public régional de l'eau</p> <p>M. Bourquin enchaine Le dossier n°2 est tout aussi important : le service public régional de l'eau. Je vais dégager les priorités 2012 et rétablir si vous le permettez les données. L'eau est un bien commun indispensable au développement des activités humaines et au développement durable des territoires. Il faut garantir aux habitants et aux entreprises l'accès permanent à cette ressource, suffisante aussi bien en qualité qu'en quantité, sans pour autant surexploiter certains aquifères (sic), ou risquer la dégradation d'un milieu naturel fragile.</p> <p>Trop longtemps, l'eau a été laissée aux mains des grands groupes privés. L'eau n'est pas un bien de consommation. L'eau est un bien public. L'eau est un service public. C'est pour cette raison que notre collectivité, la région Languedoc Roussillon, sera désormais garant de ce service public.</p> <p>Depuis 2004, notre région s'est fortement engagée dans la construction d'une politique globale de l'eau. Elle a lancé un certain nombre de chantiers importants : la reprise de la concession d'Etat de BRL, la mise en place d'une stratégie de</p>	<p><i>Dans son exposé introductif, M. Bourquin emploie le voculaire entendu dans le forum alternatif mondial de l'eau de Marseille... mais aussi dans le forum officiel où on essaie de noyer le poisson en présentant la délégation du service publique de l'eau aux entreprises privées comme ... un service public sur un bien commun.</i></p> <p><i>Mais M. Bourquin semble bien prendre de la distance et apparemment se méfier des grands groupes privés.</i></p> <p><i>A la bonne heure, on va quitter les pressions marchandes et régler autrement les conflits de territoires avec une structure</i></p>

gestion durable de l'eau, l'évolution des statuts de BRL et la transformation en société d'économie mixte l'été dernier, Aqua Domitia. Cette première phase a vu son aboutissement en septembre 2011 par la création du service public régional de l'eau. Notre région prend des initiatives de gestion durable de l'eau considérée comme un droit humain fondamental qui ne peut être abandonné au profit de logiques purement marchandes, ni traité dans le cadre de rapports de force entre territoires ou groupes d'individus.

Le service public régional de l'eau poursuit trois objectifs principaux sur chacun desquels des actions seront menées dès 2012, et sur lesquelles je vais vous demander de délibérer.

Notre premier objectif est la mission de base : assurer l'approvisionnement en eau durable des citoyens, de l'agriculture et des autres activités économiques. C'est la mission de base indispensable qui comporte trois grandes actions. D'abord, il nous faut exploiter le réseau régional d'eau brute confié à BRL et sécuriser l'approvisionnement en eau sur 250 communes des départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, 250 sur les 1500 que compte notre territoire régional. La deuxième grande action est de développer ce réseau, c'est Aqua Domitia et les réseaux de desserte du territoire pour sécuriser l'alimentation d'une centaine de communes supplémentaires et préserver un peu plus les milieux aquatiques et les autres ressources. Et la troisième grande action est de concourir à la préservation et à l'exploitation des ressources stratégiques régionales avec une attention toute particulière pour les territoires non couverts par Aqua Domitia. C'est le premier objectif immédiat sur 2012.

Le deuxième objectif tout aussi immédiat est la gestion concertée et économe des ressources en eau. Face au changement climatique et aux pénuries associées, bien gérer le réseau hydraulique n'est pas suffisant. Il faut des actions durables sur les réseaux, économiser et mieux utiliser, limiter les fuites et les pertes en tout genre. La région suscitera des opérations exemplaires par le lancement d'un appel à projets sur les économies d'eau. Nous valoriserons des actions développées du Pôle Mondial de l'Eau auquel nous contribuons. Nous poursuivrons également notre politique d'eau à usage agricole. Notre pacte régional prévoit dans le programme Aqua Terra une action forte pour l'eau dans une utilisation raisonnée de la ressource en eau et permettre une agriculture de qualité, diversifiée et compétitive, respectueuse des milieux aquatiques. Depuis 2005, ces travaux ont permis d'économiser plus de 20 millions de mètres cube d'eau par an au niveau des prélèvements. C'est du concret.

Le troisième objectif immédiat, c'est la solidarité. Il nous faut affirmer le rôle de chef de file de la région pour une gestion

technico-administrative nouvelle, BRL, entreprise restructurée pour faire mieux ce qu'elle a en fait toujours fait : des études techniques sur des réseaux d'eau brute et parfois d'eau potable selon des demandes de donneurs d'ordre public. Simplement, au lieu de fonctionner comme une société d'Etat comme à l'origine en 1955, puis comme une société composite vivant de la vente de l'eau du Rhône, elle continue tout cela avec un patron politique et plus un polytechnicien à sa tête. Est ce que cette configuration change vraiment les pratiques et le modèle d'action de BRL dans la région ? Ce sera à étudier dans les prochaines années.

Les objectifs immédiats de cette transformation en 2012 semblent démesurés. On ne gère pas l'eau par coup de baguette magique, en particulier parce que les procédures pour étendre le réseau aqua domitia prendront au moins 10 ans.

Réduire les pertes en eau est une bonne chose, mais nous avons estimé à 200 millions de mètres cube d'eau les pertes cumulées de tous les réseaux agricoles et urbains (Un tiers des 600 millions prélevés). Et une partie de la réduction des prélèvements provient du fait même que des milliers d'hectares équipés pour l'arrosage à grands frais soient sorties de l'agriculture pour être urbanisé ou en friche. Cela aussi c'est du concret !

D'une certaine manière, cette idée de l'harmonie organisée par un pouvoir

solidaire et durable de l'eau sur notre territoire régional. L'eau ne doit pas devenir un objet de convoitise et de dispute, ça c'est la facilité. Oui c'est un instrument de pouvoir mais pas de dispute. Son usage ne doit pas être soumis à des rapports de force ou générer des conflits réducteurs et finalement stériles. Elle ne doit pas donner lieu à aucune appropriation abusive marchande ou non. Au contraire, le sens majeur que nous voulons donner au service public régional de l'eau est de garantir que l'eau dans la région est un puissant facteur de développement, de qualité de vie et surtout de solidarité.

La poursuite de cet objectif nécessite de rendre cohérentes des approches locales et de dépasser l'échelon du bassin versant. La région est chef de file naturelle pour une gestion solidaire et durable de l'eau qui fédèrera les bassins versants et sécurisera la ressource en eau. Il nous faut travailler par bassins versants mais ce n'est pas suffisant.

De manière complémentaire, nous allons encourager la création d'instances ad hoc dans les secteurs en déficit de gestion collective. J'ai deux ou trois territoires mais ils ne sont pas exhaustifs, je pense aux territoires du Cèze, de l'Agly, de la Têt, et on mettra en place un système d'information régionale sur l'eau et des indicateurs de performance de la gestion de la ressource en eau, et des indicateurs de qualité.

Le service public régional de l'eau nourrira de façon transversale les services de l'administration régionale et de la société d'économie mixte BRL, en tant qu'exploitant du réseau régional et en tant qu'expert technique de notre région. Nous veillerons, nous la Région, à ce que la mise en œuvre du service public régional de l'eau constitue un axe majeur de la stratégie de la société d'économie mixte BRL. En particulier, le groupe BRL doit pouvoir apporter son savoir-faire et son expertise auprès des collectivités territoriales qui désirent gérer leur ressource en eau comme un bien public, et comme un soutien d'un développement économique solidaire.

Afin de renforcer la visibilité de l'action de la région pour la gestion de l'eau en contexte méditerranéen, tout en animant un indispensable dialogue des acteurs impliqués dans la gestion de l'eau, nous, la Région, nous accompagnerons aussi le salon Hydrogaïa et nous encouragerons la réponse à des projets internationaux qui se multiplient de plus en plus. Nous sommes aujourd'hui présents dans 88 pays au Monde, sur ce sujet essentiel de l'eau.

Des assises de l'eau se tiendront le 7 juin prochain pendant le salon Hydrogaïa, je voulais vous en faire l'annonce. Elles seront l'occasion de présenter à tous les acteurs, à tous les partenaires,

pour que l'eau ne soit pas objet de rivalité est très réductrice et sous couvert de solidarité, on peut aussi abuser de son pouvoir. L'allocation des eaux est toujours un exercice difficile et suppose des arbitrages entre des demandes parfois contradictoires. L'eau reflète la manière dont les sociétés s'organise. C'est une question de justice. Nier les rapports de force ne les supprime pas. On le verra bien quand il s'agira d'établir les réseaux secondaires d'Aqua Domitia ou d'arbitrer les transferts d'eau déjà existant entre l'Orb et l'Aude. Mais faut-il un chef de file pour assurer l'équilibre ? Le pouvoir a aussi ses abus...

A ma connaissance, la Têt dispose d'instances de régulation informelle construite sur plusieurs siècles de confrontation entre canaux agricoles et dispositifs d'eau potables. L'Agly construit un SAGE avec peut-être plus de difficultés, liée à la question du barrage de Caramany et à l'opposition séculaire entre le haut bassin occitan et la basse vallée catalane.

A peine énoncée l'idée d'un rôle d'accompagnement de BRL pour gérer de manière publique l'eau dans les collectivités qui le désireraient, aussitôt apparaît le salon des entreprises privées de l'eau et la référence aux actions à l'étranger de ces entreprises (phénomène largement dénoncé au forum alternatif mondial de l'eau)

<p>les ambitions de notre service public régional de l'eau, en poursuivant la démarche de concertation que nous avons lancé au cours du débat public Aqua Domitia. Je voulais que la décision soit prise ici, je voulais vous en informer avant de lancer tout cela auprès de nos concitoyens. Voilà les ambitions de 2012 dans ce grand projet. Si besoin est, avant de la faire valider, je suis prêt à écouter les remarques, les recommandations, les oppositions si il y en a, sur ce projet qui avance à grand pas et qui aujourd'hui est une réalisation.</p>	<p><i>Nous avons suggéré dans le débat Aqua Domitia la tenue d'assises régionales comme une préfiguration d'un parlement régional de l'eau et nous avons une annonce de démarche de communication de la politique régionale de l'eau dans un forum commercial régional.</i></p> <p><i>A l'image du forum alternatif mondial de l'eau qui s'est tenu à Marseille avec le soutien de la région PACA et de M. Vauzelle, nous lançons l'idée d'assises alternatives régionales de l'eau le 7 juin 2012. On aurait préféré faire cette rencontre en dehors des périodes électorales, mais M. Bourquin ne donne pas le choix.</i></p>
<p>Contenus des interventions du 6 avril en assemblée du CR-LR</p>	<p><i>commentaires</i></p>
<p>M. Pujol (Centriste) intervient :</p> <p>Nous sommes favorables au service public de l'eau surtout s'il s'agit de faire des économies et aussi de servir les deux départements que le fameux réseau aqua domitia ne servira pas. Notre ami Bertrand (maire de Mende, sénateur) sera content d'apprendre que la Lozère aura un réseau de barrages. De la même manière, dans les Pyrénées-Orientales, on a un réseau d'eau particulier bien développé dont il s'agit d'assurer l'entretien, ce qui doit suffire normalement pour les vingt ou vingt cinq prochaines années au potentiel des populations, de l'agriculture et des autres usages. Nous nous félicitons de la mise en place de ce service, à quand d'ailleurs le service à un euro, puisque on le fait dans le transport. Le seul petit bémol que je vois, c'est vos confrères d'Europe-écologie-les Verts, qui sont contre ce dossier aussi bien que sur le dossier Aqua Domitia.</p> <p>M. Bourquin répond :</p> <p>Vous me semblez bien curieux. Vous méconnaissiez beaucoup de choses. Après la présidentielle, je m'intéresserai aux législatives. Après les législatives, je m'intéresserai aux municipales et aux municipales, je m'intéresserai à Montpellier, à Nîmes, à Perpignan, à Beziers... Une élection après l'autre. Cela avance bien. Toute ma vie, cela a été une élection après l'autre. Quant au</p>	<p><i>Malgré tout, BRL aura-t-il la possibilité de s'occuper de toutes les situations ou bien ne va-t-il pas se concentrer sur les projets d'extension et d'investissement et traiter en seconde priorité des questions d'entretien des réseaux existants, y compris les siens. On sait que entre 2/3 et 3/4 des superficies équipées entre 1960 et 2000 n'ont pas de contrat autour des bornes en place. Tout cela vieillit et c'est toujours plus facile de créer un réseau neuf que de comprendre pourquoi un réseau ancien est défaillant.</i></p>

rapport avec, avec qui vous avez dit, des gens que je ne connais pas trop, cela ne pose aucun problème, ni avec vous d'ailleurs, ni avec l'UMP. C'est bien parti, je continue et rien ne me fera changer.

M. Py (UMP) qui vient d'arriver dans l'hémicycle demande la parole. M. Bourquin refuse et appelle au vote. Personne est contre ? Qui s'abstient ? Mme Jamet annonce un vote contre (il n'y a que 5 élus FN présents avec chacun une procuration, ce qui fait 10 contre). Qui s'abstient ? Personne. Adopté – 10.

L'ignorance de M. Bourquin sur l'écologie politique semble franchement déplacée. Un accord de partenariat avec le PS suppose un travail commun et la résolution de divergences par différents moyens. Rien ne le fera changer ? Pas sur que tout le monde suive cette impératif.

Le point d'ordre 3 concerne la lutte contre les inondations. Il s'agissait, à l'occasion de l'annonce d'une démarche participative sur l'opinion des acteurs sur les actions de la région en la matière, de dénoncer le retrait de l'Etat des aides prévues pour lutter contre les inondations dans les nombreuses vallées de la région. Ceci a fait l'objet d'affrontements verbaux variés mais peu constructifs. De toute façon, la région ne lie pas véritablement les problèmes de rareté et de qualité de l'eau traités au point 1 et 2 à cette question, toujours présentée comme une réponse aux calamités du climat méditerranéen. Et pourtant, l'essentiel des ressources en eau de la région sont simplement évacuées en mer par l'endiguement des zones littorales.

Thierry Ruf
Jacou, 12 avril 2012